# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 29 JANVIER 1868 | Entre les rues Bienville et Conti.



DUPUOY & LEBRE,
PROPRIÉTAIRES-GÉRANTS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $12; par semestre, $6; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans la dernière partie du journal, paieront $1 00 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces transitoires de la page d'Affiches paieront $1 00 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page d'Affiches, paieront $30 net les quatre mois.
Les annonces désirant régulièrement et souvent des annonces courtes, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, lui accorde qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, qui occupera un espace plus de 20 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents note la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces leur sont et accordés à la fin de chaque mois.

TARIF D'ANNONCES.

| | 1 mois | 2 mois | 3 mois | 6 mois | 12mo |
|---|---|---|---|---|---|
| Un carré. | $12 net. | $22 net. | $30 net | $50 net | $75 n |
| Deux " | 22 " | 38 " | 50 " | 80 " | 125 " |
| Trois " | 30 " | 50 " | 70 " | 110 " | 175 " |
| Quatre " | 38 " | 67 " | 90 " | 140 " | 225 " |
| Cinq " | 46 " | 80 " | 110 " | 170 " | 275 " |
| Six " | 54 " | 90 " | 125 " | 200 " | 325 " |
| Sept " | 60 " | 105 " | 135 " | 230 " | 375 " |
| Huit " | 68 " | 115 " | 150 " | 260 " | 425 " |
| Neuf " | 76 " | 125 " | 165 " | 290 " | 460 " |
| Dix " | 75 " | 135 " | 180 " | 320 " | 500 " |
| Onze " | 86 " | 145 " | 195 " | 350 " | 530 " |
| Douze " | 90 " | 155 " | 210 " | 380 " | 560 " |
| Treize " | 98 " | 165 " | 225 " | 410 " | 590 " |
| Quatorze | 106 " | 175 " | 240 " | 440 " | 620 " |
| Quinze " | 114 " | 185 " | 255 " | 470 " | 650 " |
| Trente " | 175 " | 250 " | 350 " | 650 " | 1000 " |


NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 29 JANVIER.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.


VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir les annonces.

Par le shérif—à 4 heures et demie, sur les lieux, en cette ville, entre Royale et Bourbon, un lot de meubles.

Par H. W. Palfrey—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, un terrain situé dans le Premier District, dans l'îlot borné par les rues Celliope, Euphrosine, Liberté et l'Avenue Franklin, avec une maison basse, &c.; un autre terrain attenant, avec maison semblable; un autre terrain attenant, avec une batisse en bois à étage—Un autre terrain, même lieu. De plus, un terrain avec une maison basse en bois, une maison à étage dans le fond, rue Esplanade, entre Hôpital et Quartier—Quatre terrains dans la rue d'Hémicourt, entre la rue Solomon et l'Avenue Carrollton.

Par G. Lédamet—à un stalle d'usure, 200 caisses bottes, souliers et brodequins, habillements d'hiver et de chaussures.

Par Hotz, Bisbam & Co—au Nos 1 et 2 de la rue Carroll, en face du Théâtre National, à 11 heures, tout le contenu du dit édifice, comprenant vins, liqueurs, instruments de barbier et meubles.

Par G. de Fécist—au No 26 de la rue Bienville, meubles, une réserve.

Par Kog. Tourné—au No 26 de la rue Vieille Levée, whisky, eau-de-vie, genièvre, vins, sardines, &c.

Par A. Fabre—au No 48 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, chapeaux, lingerie, &c.

Par Hoffmer, Marks & Co—au No 31 de la rue de Chartres, marchandises sèches et lingerie : marchandises avariées : la maison passée au secret.

☞ Achetez vos conserves et obtenez chez M. Ernest Turpin, 93 rue Ste Louis.

ATTENTION!
Il y aura chaque procédure aujourd'hui à 10 heures P. M., sur les lieux, à l'angle des rues St Philippe et Claiborne, Deuxième District, à l'adjudication d'un lot de meubles et d'effets.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.


## La paix ou la guerre en Europe.

Depuis dix-huit mois, c'est-à-dire depuis la victoire des Prussiens à Sadowa, l'idée qu'une guerre entre la Prusse et la France est inévitable s'est tellement enracinée dans l'esprit public, en Europe, que les assurances les plus pacifiques de la part de l'Empereur Napoléon et du roi Guillaume, les déclarations les plus officielles de M. Rouher et de M. de Bismark n'ont pu réussir à faire évanouir les rumeurs belliqueuses qui semblent attirer l'air comme les miasmes délétères en temps d'épidémie. A force de s'entendre dire qu'ils ont envie de se mesurer, les deux souverains seront peut-être obligés d'en venir aux mains pour en finir avec un état de malaise qui menace de se prolonger indéfiniment.

En France le gouvernement a abusé de l'argument tiré de vieil adage latin *"Si vis pacem para bellum"*. Ses raisons pour renouveler l'armement de toute l'infanterie française, c'est-à-dire pour avoir 900,000 fusils Chassepot prêts à faire face à toute éventualité, pour réorganiser l'armée de façon à avoir au besoin 1,200,000 hommes sous les armes, pour faire placer toutes les forteresses des frontières dans un état de défense formidable, sont assurément fort plausibles. La France ne pouvait, sans déchoir du rang qu'elle occupe en Europe comme puissance militaire; rester en arrière de la Prusse sous le rapport des armements. Avec les intentions les plus pacifiques il fallait bien que le gouvernement fût prêt à défendre l'honneur et les intérêts de la France contre les provocations et les agressions possibles d'une puissance dont l'ambition ne faisait que grandir à mesure qu'elle s'annexait de nouveaux territoires.

Ces raisonnements, appuyés de déclarations répétées, émanant du souverain et de ses ministres, et commentés et développés par la presse gouvernementale, n'ont jamais eu le pouvoir de calmer complètement les inquiétudes de l'opinion publique. Les journaux et les orateurs de l'opposition, tout en se prétendant grands partisans de la paix, n'ont cessé de parler comme s'ils voulaient, à tout prix, pousser le gouvernement à la guerre. Tandis que le *Siècle* ne se semblait occuper que des *cracheries* des protestations de la Cour des Tuileries, l'opposition prenait à tâche de les mettre en doute. Elle cherchait à prouver que tous les préparatifs du gouvernement français cachaient une intention arrêtée d'entreprendre une grande guerre, et visait à s'efforçait d'arracher aux ministres l'aveu de cette intention. En clerc, l'opposition montrait aussi peu de prudence que de patriotisme.

Le gouvernement de Napoléon III ne s'est pas laissé émouvoir par les attaques de ses adversaires à l'intérieur. Il a continué, sans précipitation apparente, mais avec une énergie qui ne s'est pas ralentie, ses préparatifs pour placer la France sur un pied de défense qui pût imposer le respect à ses voisins et qui pût lui permettre de parler haut et ferme lorsque le moment serait venu.

La discussion de la loi sur l'armée par Corps législatif, la polémique quelquefois ardente des journaux à Paris et dans les départements avaient ravivé les appréhensions. On épluchait les discours des ministres pour y trouver des contradictions, et les alarmistes prétendaient que le premier janvier fournirait à l'Empereur l'occasion de dessiner sa politique. Or, la réception de M. de Goltz envoyé de la Confédération de l'Allemagne du Nord, les paroles échangées aux Tuileries à cette occasion, le 31 décembre, et celles qui ont été prononcées le lendemain par l'Empereur, ont été du caractère le plus pacifique. Quelques jours plus tard on lisait dans le Bulletin politique du *Moniteur* du soir:

"Les paroles prononcées par l'Empereur à la réception du 1er janvier ont été recueillies par l'Europe comme un gage de paix et de concorde. S. M., entourée des représentants de toutes les puissances, a manifesté une foi de plus son constant désir de conserver avec elles les meilleures relations. Dans la journée de la veille, l'Empereur, en recevant de M. le comte de Goltz les lettres qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord, avait saisi avec plaisir l'occasion de constater la bonne intelligence qui existe entre le gouvernement français et le gouvernement prussien."

Tout cela n'a pas rassuré l'opinion publique; on a continué à croire à la guerre. On pourra juger de l'état des esprits par l'article suivant que nous trouvons dans le *Journal des Débats* du 9 janvier.

En présentant le projet de loi sur la réorganisation de l'armée, le gouvernement n'est proposé pour but d'augmenter la sécurité du pays. Ce but a-t-il été atteint? Les intentions sont-elles rassurés, la vague inquiétude à laquelle les populations étaient en proie s'est-elle dissipée, la fièvre du malaise a-t-elle cessé? Non! A mesure que nous approchons du vote, le malaise s'accroît, et les deux élections qui viennent d'avoir lieu dans les départements d'Indre-et Loire et de la Seine-et-Oise ont fait voir de nouveau l'impression de la foi militaire, suffisant pour attester que cette foi, destinée à rétablir la confiance dans le pays en y ramenant la sécurité, pourrait au contraire, parmi les populations, en sentiment de méfiance et de répulsion. A quoi cela tient-il? La loi sur la réorganisation de l'armée est-elle inopportune parce qu'elle va poser de nouvelles charges excessives? Non! Au temps de paix le nouveau système aura plus de valeur que l'ancien, il aura moins de poids; jour d'hui sous les drapeaux pendant six ans ou six ans et demi, on nous plus occupé qu'à un service de cinq ans. En d'autres termes, le fardeau que les lois antérieures imposaient à la nation militaire se trouvera allégé d'un quart. A la vérité, il devra servir pendant deux ans de plus en temps de guerre; mais il n'en sera que de plus mauvais, on ne peut pas supposer que les hommes de vingt ans, en temps de guerre, qu'il soit pas probable, malgré tout, qu'on en compte davantage dans les cinquante années à venir, les populations trouveront dans le nouveau système une sécurité qu'elles n'ont pas eue jusqu'ici, et non une aggravation de leurs charges.

Comment donc se fait-il qu'elles l'accueillent avec si peu de faveur? Il faut le dire : c'est parce qu'il leur apparaît comme l'avant-coureur de la guerre, et qu'elles veulent la paix. Les tendances de l'opinion publique sont décidément et résolument pacifiques, et la jeunesse des écoles, qui applaudissait hier au Collége de France une éloquente glorification des arts de la paix, se trouve sur ce point parfaitement d'accord avec les agriculteurs, les industriels et les ouvriers qui viennent de voter contre la loi militaire dans les départements d'Indre-et-Loire et de la Somme. Les motifs pour lesquels les jeunes gens qui s'occupent plus d'idées que d'affaires, et les électeurs qui s'occupent plus d'affaires que d'idées, ne veulent pas de la guerre, sont probablement fort différents : les uns voient surtout dans la guerre l'ajournement de la reprise des affaires ; les autres, l'ajournement des libertés promises ; mais il nous suffira, pour l'accord existé sur le but, et ce but, c'est la paix.

Nos informations par la malle s'arrêtent à cette date du 9 janvier, mais voici d'après le télégraphe transatlantique le résumé de ce qui s'est passé depuis cette époque :

11 janvier.

Le premier jour de l'an, le roi Guillaume de Prusse a envoyé à l'empereur des Français une lettre autographe très cordiale, à laquelle il a été fait une réponse conçue dans le même esprit de conciliation. La publication de ces documents a été bien accueillie, surtout par la Bourse, où les rentes sont fermes et en hausse.

Paris, 15 janvier.

La public attend avec impatience la publication d'une brochure sur les relations extérieures et les affaires intérieures de la France, à laquelle travaille le prince Napoléon.

*La Patrie* dit aujourd'hui : Les gouvernements de France et de Prusse sont convenus d'agir de concert à l'égard de la question romaine, de manière à rétablir les rapports de l'Italie et du Saint-Siége exactement dans l'état où ils se trouvaient en vertu de la Convention de septembre. La *Patrie* espère que l'Italie ne mettra aucun obstacle à l'accomplissement de ce projet.

Londres, 15 janvier.

On dit que la Prusse s'est unie à la France et à l'Autriche pour faire des remontrances à la Servie sur ses préparatifs belliqueux.

Paris, 20 janvier.

Dans un article sur la question d'Orient, la *Patrie*, après avoir commenté certains articles perfides sur la France et la Prusse, qui ont paru dans les journaux russes, déclare que le désir évident de ces journaux est de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour provoquer un désaccord et faire rompre les relations existant actuellement entre la France et la Prusse.

L'*Epoque* dit que l'empereur prépare et va publier un manifeste destiné à donner à l'Europe l'assurance que le désir et la politique de son gouvernement est le maintien de la paix.

Paris, 23—On rapporte aujourd'hui, sur bonne autorité, que l'empereur a empêché la publication de la brochure du prince Napoléon sur les affaires intérieures et extérieures de France. L'apparition de cet ouvrage était attendue avec beaucoup d'intérêt et cette décision imprévue de l'empereur a causé, en conséquence, beaucoup de désappointement dans le peuple.

St-Pétersbourg, 24—Le Boersen Zeitung, publié ici, appelle l'attention sur le fait que le projet de loi sur l'armée française augmente matériellement la puissance de Louis-Napoléon et lui inspirera encore plus d'audace dans l'attitude plus haute et un ton plus hardi en ce qui concerne la politique européenne.

Paris, 24—*La Patrie*, dans un article semi-officiel, fait observer que la Russie est l'unique puissance qui maintenant ne soit pas en harmonie avec le reste de l'Europe. Les efforts faits pour tranquilliser les esprits ont singulièrement échoué, et les *cracheries* des protestations de la Cour des Tuileries, l'opposition prenait à tâche de les mettre en doute. Elle cherchait à prouver que tous les préparatifs du gouvernement français cachaient une intention arrêtée d'entreprendre une grande guerre, et visait à s'efforçait d'arracher aux ministres l'aveu de cette intention. En clerc, l'opposition montrait aussi peu de prudence que de patriotisme.

Le gouvernement de Napoléon III ne s'est pas laissé émouvoir par les attaques de ses adversaires à l'intérieur. Il a continué, sans précipitation apparente, mais avec une énergie qui ne s'est pas ralentie, ses préparatifs pour placer la France sur un pied de défense qui pût imposer le respect à ses voisins et qui pût lui permettre de parler haut et ferme lorsque le moment serait venu.

La discussion de la loi sur l'armée par Corps législatif, la polémique quelquefois ardente des journaux à Paris et dans les départements avaient ravivé les appréhensions. On épluchait les discours des ministres pour y trouver des contradictions, et les alarmistes prétendaient que le premier janvier fournirait à l'Empereur l'occasion de dessiner sa politique. Or, la réception de M. de Goltz envoyé de la Confédération de l'Allemagne du Nord, les paroles échangées aux Tuileries à cette occasion, le 31 décembre, et celles qui ont été prononcées le lendemain par l'Empereur, ont été du caractère le plus pacifique. Quelques jours plus tard on lisait dans le Bulletin politique du *Moniteur* du soir:

"Les paroles prononcées par l'Empereur à la réception du 1er janvier ont été recueillies par l'Europe comme un gage de paix et de concorde. S. M., entourée des représentants de toutes les puissances, a manifesté une fois de plus son constant désir de conserver avec elles les meilleures relations. Dans la journée de la veille, l'Empereur, en recevant de M. le comte de Goltz les lettres qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord, avait saisi avec plaisir l'occasion de constater la bonne intelligence qui existe entre le gouvernement français et le gouvernement prussien."

Tout cela n'a pas rassuré l'opinion publique; on a continué à croire à la guerre. On pourra juger de l'état des esprits par l'article suivant que nous trouvons dans le *Journal des Débats* du 9 janvier.

En présentant le projet de loi sur la réorganisation de l'armée, le gouvernement n'est proposé pour but d'augmenter la sécurité du pays. Ce but a-t-il été atteint? Les intentions sont-elles rassurés, la vague inquiétude à laquelle les populations étaient en proie s'est-elle dissipée, la fièvre du malaise a-t-elle cessé? Non! A mesure que nous approchons du vote, le malaise s'accroît, et les deux élections qui viennent d'avoir lieu dans les départements d'Indre-et Loire et de la Seine-et-Oise ont fait voir de nouveau l'impression de la foi militaire, suffisant pour attester que cette foi, destinée à rétablir la confiance dans le pays en y ramenant la sécurité, pourrait au contraire, parmi les populations, en sentiment de méfiance et de répulsion. A quoi cela tient-il? La loi sur la réorganisation de l'armée est-elle inopportune parce qu'elle va poser de nouvelles charges excessives? Non! Au temps de paix le nouveau système aura plus de valeur que l'ancien, il aura moins de poids; jour d'hui sous les drapeaux pendant six ans ou six ans et demi, on nous plus occupé qu'à un service de cinq ans. En d'autres termes, le fardeau que les lois antérieures imposaient à la nation militaire se trouvera allégé d'un quart. A la vérité, il devra servir pendant deux ans de plus en temps de guerre; mais il n'en sera que de plus mauvais, on ne peut pas supposer que les hommes de vingt ans, en temps de guerre, qu'il soit pas probable, malgré tout, qu'on en compte davantage dans les cinquante années à venir, les populations trouveront dans le nouveau système une sécurité qu'elles n'ont pas eue jusqu'ici, et non une aggravation de leurs charges.

Comment donc se fait-il qu'elles l'accueillent avec si peu de faveur? Il faut le dire : c'est parce qu'il leur apparaît comme l'avant-coureur de la guerre, et qu'elles veulent la paix. Les tendances de l'opinion publique sont décidément et résolument pacifiques, et la jeunesse des écoles, qui applaudissait hier au Collége de France une éloquente glorification des arts de la paix, se trouve sur ce point parfaitement d'accord avec les agriculteurs, les industriels et les ouvriers qui viennent de voter contre la loi militaire dans les départements d'Indre-et-Loire et de la Somme. Les motifs pour lesquels les jeunes gens qui s'occupent plus d'idées que d'affaires, et les électeurs qui s'occupent plus d'affaires que d'idées, ne veulent pas de la guerre, sont probablement fort différents : les uns voient surtout dans la guerre l'ajournement de la reprise des affaires ; les autres, l'ajournement des libertés promises ; mais il nous suffira, pour l'accord existé sur le but, et ce but, c'est la paix.

Nos informations par la malle s'arrêtent à cette date du 9 janvier, mais voici d'après le télégraphe transatlantique le résumé de ce qui s'est passé depuis cette époque :

11 janvier.

Le premier jour de l'an, le roi Guillaume de Prusse a envoyé à l'empereur des Français une lettre autographe très cordiale, à laquelle il a été fait une réponse conçue dans le même esprit de conciliation. La publication de ces documents a été bien accueillie, surtout par la Bourse, où les rentes sont fermes et en hausse.

Paris, 15 janvier.

La public attend avec impatience la publication d'une brochure sur les relations extérieures et les affaires intérieures de la France, à laquelle travaille le prince Napoléon.

*La Patrie* dit aujourd'hui : Les gouvernements de France et de Prusse sont convenus d'agir de concert à l'égard de la question romaine, de manière à rétablir les rapports de l'Italie et du Saint-Siége exactement dans l'état où ils se trouvaient en vertu de la Convention de septembre. La *Patrie* espère que l'Italie ne mettra aucun obstacle à l'accomplissement de ce projet.

Londres, 15 janvier.

On dit que la Prusse s'est unie à la France et à l'Autriche pour faire des remontrances à la Servie sur ses préparatifs belliqueux.

Paris, 20 janvier.

Dans un article sur la question d'Orient, la *Patrie*, après avoir commenté certains articles perfides sur la France et la Prusse, qui ont paru dans les journaux russes, déclare que le désir évident de ces journaux est de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour provoquer un désaccord et faire rompre les relations existant actuellement entre la France et la Prusse.

L'*Epoque* dit que l'empereur prépare et va publier un manifeste destiné à donner à l'Europe l'assurance que le désir et la politique de son gouvernement est le maintien de la paix.

Paris, 23—On rapporte aujourd'hui, sur bonne autorité, que l'empereur a empêché la publication de la brochure du prince Napoléon sur les affaires intérieures et extérieures de France. L'apparition de cet ouvrage était attendue avec beaucoup d'intérêt et cette décision imprévue de l'empereur a causé, en conséquence, beaucoup de désappointement dans le peuple.

St-Pétersbourg, 24—Le Boersen Zeitung, publié ici, appelle l'attention sur le fait que le projet de loi sur l'armée française augmente matériellement la puissance de Louis-Napoléon et lui inspirera encore plus d'audace dans l'attitude plus haute et un ton plus hardi en ce qui concerne la politique européenne.

Paris, 24—La *Patrie*, dans un article semi-officiel, fait observer que la Russie est l'unique puissance qui maintenant ne soit pas en harmonie avec le reste de l'Europe. Les efforts faits pour tranquilliser les esprits ont singulièrement échoué, et les *cracheries* des protestations de la Cour des Tuileries, l'opposition prenait à tâche de les mettre en doute. Elle cherchait à prouver que tous les préparatifs du gouvernement français cachaient une intention arrêtée d'entreprendre une grande guerre, et visait à s'efforçait d'arracher aux ministres l'aveu de cette intention. En clerc, l'opposition montrait aussi peu de prudence que de patriotisme.

Le gouvernement de Napoléon III ne s'est pas laissé émouvoir par les attaques de ses adversaires à l'intérieur. Il a continué, sans précipitation apparente, mais avec une énergie qui ne s'est pas ralentie, ses préparatifs pour placer la France sur un pied de défense qui pût imposer le respect à ses voisins et qui pût lui permettre de parler haut et ferme lorsque le moment serait venu.

La discussion de la loi sur l'armée par Corps législatif, la polémique quelquefois ardente des journaux à Paris et dans les départements avaient ravivé les appréhensions. On épluchait les discours des ministres pour y trouver des contradictions, et les alarmistes prétendaient que le premier janvier fournirait à l'Empereur l'occasion de dessiner sa politique. Or, la réception de M. de Goltz envoyé de la Confédération de l'Allemagne du Nord, les paroles échangées aux Tuileries à cette occasion, le 31 décembre, et celles qui ont été prononcées le lendemain par l'Empereur, ont été du caractère le plus pacifique. Quelques jours plus tard on lisait dans le Bulletin politique du *Moniteur* du soir:

"Les paroles prononcées par l'Empereur à la réception du 1er janvier ont été recueillies par l'Europe comme un gage de paix et de concorde. S. M., entourée des représentants de toutes les puissances, a manifesté une fois de plus son constant désir de conserver avec elles les meilleures relations. Dans la journée de la veille, l'Empereur, en recevant de M. le comte de Goltz les lettres qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord, avait saisi avec plaisir l'occasion de constater la bonne intelligence qui existe entre le gouvernement français et le gouvernement prussien."

Tout cela n'a pas rassuré l'opinion publique; on a continué à croire à la guerre. On pourra juger de l'état des esprits par l'article suivant que nous trouvons dans le *Journal des Débats* du 9 janvier.

En présentant le projet de loi sur la réorganisation de l'armée, le gouvernement n'est proposé pour but d'augmenter la sécurité du pays. Ce but a-t-il été atteint? Les intentions sont-elles rassurés, la vague inquiétude à laquelle les populations étaient en proie s'est-elle dissipée, la fièvre du malaise a-t-elle cessé? Non! A mesure que nous approchons du vote, le malaise s'accroît, et les deux élections qui viennent d'avoir lieu dans les départements d'Indre-et Loire et de la Seine-et-Oise ont fait voir de nouveau l'impression de la foi militaire, suffisant pour attester que cette foi, destinée à rétablir la confiance dans le pays en y ramenant la sécurité, pourrait au contraire, parmi les populations, en sentiment de méfiance et de répulsion. A quoi cela tient-il? La loi sur la réorganisation de l'armée est-elle inopportune parce qu'elle va poser de nouvelles charges excessives? Non! Au temps de paix le nouveau système aura plus de valeur que l'ancien, il aura moins de poids; jour d'hui sous les drapeaux pendant six ans ou six ans et demi, on nous plus occupé qu'à un service de cinq ans. En d'autres termes, le fardeau que les lois antérieures imposaient à la nation militaire se trouvera allégé d'un quart. A la vérité, il devra servir pendant deux ans de plus en temps de guerre; mais il n'en sera que de plus mauvais, on ne peut pas supposer que les hommes de vingt ans, en temps de guerre, qu'il soit

Suivant un télégramme transmis par le câble atlantique, le *Moniteur* publie une lettre de l'Amérique du Sud, suivant laquelle les communications de Lopez, président du Paraguay, avec Humaita, sont assurées, et les alliés doivent reprocher à prendre cette place.

Le choléra a éclaté à Buenos-Ayres. A Montevidéo, on a suspendu les paiements en espèces. Ces causes secondaires contribuerait, suivant le correspondant, à ralentir la guerre des alliés contre le Paraguay.

Par l'arrivée du vapeur *Arizona* parti d'Aspinwall le 15, on a reçu des nouvelles du Pérou.

La révolte cléricale qui a éclaté dans le Sud n'est pas dompée. Les forces du général Prado n'ont pas encore pris Arequipa, et on assure que leurs lignes de communications avec la côte sont coupées.

Dans le Nord, la situation ne s'est pas modifiée.

—On lit dans le *Cosmopolitan* du 28 :

Nous croyons à la réalité d'un noir complot des fénians pour s'emparer de la personne de la reine ! Ils ont quelque chose de tellement diabolique en eux qu'ils parlent dans leur folie révolutionnaire de s'emparer de Sa Majesté, et de demander pour sa rançon l'indépendance de l'Irlande et la mise en liberté des prisonniers féniens.

## Une Emeute à Paris.

On lit dans le *Journal de Paris* :

L'incident de la place du Château-d'Eau, dont plusieurs journaux se sont occupés hier, est commenté diversement dans le public qui paraît s'en préoccuper beaucoup.

Voici les renseignements qui nous parviennent ; nous les avons minutieusement contrôlés, pourtant ce malgré l'enquête à laquelle nous nous sommes livrés, nous ne voulons pas en prendre la responsabilité, nous ne les publions que sous réserves et espérons que les feuilles officielles nous renseigneront d'une façon certaine.

Avant-hier, à onze heures du soir, une certaine de gamins s'amusaient à glisser sur la place du Château-d'Eau, trois cents curieux les regardaient, se rassemblèrent était des plus paisibles. Vers onze heures et demie, à la sortie des spectacles, il s'accrut considérablement ; la police crut devoir le disiper, mais ses efforts restèrent sans succès ; c'est alors qu'une patrouille de douze hommes, commandée par un sergent, sortit de la caserne l'arme au bras, et s'avança vers ce rassemblement.

Cette patrouille fut accueillie par des huées et des sifflets, le cri dominant était : *A bas les Chassepot !* L'attitude menaçante de la foule fit hâter le sergent ; sur ces entrefaites, un de ses hommes tomba, on se rua sur lui. Le sous-officier, sans perdre son sang-froid, commanda à ses soldats de se former en carré, il dégagea ainsi celui qui était tombé.

La patrouille battit en retraite en bon ordre, elle fut suivie par la foule qui la poursuivit jusqu'au boulevard du Temple.

Un peu après, un détachement d'infanterie de ligne commandé par un sergent, rentrait à la caserne du Prince-Eugène, elle fut obligée de traverser une foule considérable. Aussitôt des cris de mort de plusieurs personnes qui patinaient ou glissaient sur la place du Château-d'Eau. Quelques-uns des individus qui composaient cette foule accueillirent les soldats par des injures. Le sergent ainsi au corps un des insulteurs, qui, au même instant fut arraché de ses mains. Il ordonna alors à sa troupe de former le carré, le rangea et arrêta un autre individu. A ce moment intervint un officier qui, après s'être fait rendre compte de ce qui s'était passé, donna l'ordre de ralentir l'homme arrêté; puis la patrouille rentra dans la caserne.

A peine les portes en furent-elles fermées que les douze ou quinze cents individus, restés au dehors, se rendirent devant la poste et lancèrent des pierres et des glaçons sur le vitrage ; une certaine quantité de carreaux fut cassée et des cris séditieux retentirent. Alors un compitaine adjutant major chargé de la surveillance de la caserne, M. l'officier de paix de l'arrondissement accourut, une brigade de vingt-cinq sergents de ville, et invita les personnes présentes à se disperser. Ces injonctions étant devenues infructueuses, les agents durent mettre en état d'arrestation une trentaine d'individus, qui ont été consignés à la disposition de l'autorité. Parmi les perturbateurs ainsi arrêtés, huit ont été maintenus sous la main de la justice, condamnés comme coupables de voie qualifiée, d'escroqueries, d'abus de confiance, etc.

## DISCOURS DU ROI D'ITALIE.

On lit dans le journal l'*Italie* du 2 janvier :

Le roi Victor-Emmanuel a reçu, le 1er janvier, les députés du Sénat et de la chambre des députés qui sont venus le complimenter à l'occasion du premier jour de l'an.

Voici à peu près les paroles que le roi a adressées à la députation du Sénat :

Nous traversons une crise des plus graves, nous sommes éprouvés de périls ; mais l'Italie a déjà passé par des épreuves non moins difficiles et elle en est sortie avec honneur. J'espère qu'elle ne sera pas moins heureuse en cette circonstance.

Je crois devoir recommander à tous le calme et la concorde.

La Chambre est saisie de projets importants ; je compte qu'elle leur accordera toute son attention, et qu'elle déploiera la plus grande activité dans ses travaux.

La situation s'est améliorée depuis deux mois, tous nos efforts doivent tendre à la rendre encore meilleure.

AGITATION EN ITALIE. — Une correspondance de Florence adressée au *Courrier de Marseille*, trace un tableau peu riant du centre et du sud de l'Italie :

" Il est malheureusement vrai que la ville de Naples est fortement agitée et troublée. A l'occasion des fêtes de Noël beaucoup d'espèces et de démoralisé se sont produites dans la bas peuple et une vingtaine de personnes ont dû être portées à l'hôpital de Pallegrini.—Si Naples est agité, Florence est heureusement tranquille matériellement. Toutefois, il y a peu d'étrangers ont hiver, et le commerce est mort à une époque où il pompait se dédommager de ses pertes. Parmi ailleurs les attentats contre le service public vont croissant. A Palerme un coup de pistolet a été tiré en plein jour contre un nommé Palizzolo de Terrasini, tout à fait inoffensif, et le malheureux en est resté grièvement blessé ! A Villagalto, en Sardaigne, le vicaire de la paroisse a été vu attaquer par trente individus dont il a été difficile de tirer sauf. A Genoni, le général Porqueddu et sa sœur ont été assaillis dans leur propre maison par un nombre égal de malfaiteurs. Le sang n'a pas été répandu heureusement, mais la maison de M. Porqueddu a été entièrement dévalisée. La politique n'est pour rien dans ces faits, mais bien la misère qui augmente chaque jour. Tout cela a jeté le monde parlant dans une profonde tristesse, la neige tombe à Florence, ce qui contribue à donner un triste aspect à la ville."

## RUSSIE

Un ukase du 15 novembre, tout récemment publié par le *Journal de Pétersbourg*, contient une nouvelle et longue liste de donations en biens-fonds et mipotaie situés en Pologne, en faveur de généraux et de hauts fonctionnaires russes. La liste des terres et fabriques abandonnées par les dont la Pologne fait les frais, figure le nom du ministre de la guerre, général aide de camp Milioutine, auquel il est donné deux villages, avec moulins et forêts, dans le district de Pinsow.

Le général Samoiko devient seigneur de neuf villages situés dans les districts de Mozhow et de Pinsow, ainsi que des terrains boisés de Saydow. Toutes ces propriétés, si libéralement distribuées par le czar, sont le produit des confiscations russes.

— Tout Saint-Pétersbourg s'occupe d'un procès qui promet de curieuses révélations.

Les accusés sont au nombre de trente-quatre et tous employés de l'administration des postes.

Dès 1862, la direction recevait des plaintes et des réclamations au sujet de la disparition de lettres, et malgré la surveillance spéciale dont toutes les branches administratives, les détournements continuaient plus nombreux sans qu'il fût possible de découvrir la trace des malversations.

Il s'était formé, au sein même de l'administration, une association de cinquante employés, qui se servaient de leur haute position pour mettre à l'exploiter à leur profit.

On n'a jamais vu, dit le *Journal de Pose*, auquel nous empruntons ces détails, une société commerciale ou industrielle mieux organisée et fonctionnant plus régulièrement.

Cette association avait une hiérarchie : un chef, des sous-chefs, etc. Le produit des vols était mensuellement partagé entre les co-associés. La quote part afférente au chef était de 25 0/0 ; celle des sous-chefs de 10 0/0, et les employés subalternes se partageaient le reste.

Et pour mieux assurer la prospérité de leur association, des primes étaient accordées, à titre d'encouragement, à ceux qui opéraient le plus de détournements.

On dit que la chiffre des valeurs détournées depuis 1862 s'élève à plus d'un million.

— On écrit de Paris à l'*Interocéanal* de Londres :

"On a fait courir des bruits complétement inexacts au sujet de la santé de l'Empereur. Quelques-uns ont parlé d'avanouissement, de fait. Rien dans la journée n'a motivé de tels bruits, et nous affirmons que la santé de l'Empereur est excellente. Sa Majesté a été légèrement courbaturée à la suite d'un long exercice de patinage, mais ce n'est là qu'un fait sans importance, qui n'affectent nullement les tempéraments sobres comme celui de l'Empereur."

## CHARRUE CALIFORNIENNE A VAPEUR

Le *Bee de Sacramento* parle d'un jeune mécanicien de Martinez qui vient d'inventer une charrue à vapeur, laquelle, dans une journée, laboure, ensemence et herse huit acres de terre. La particularité de cette charrue, c'est qu'au lieu de couper le sol en sillons, elle le pulvérise. Si elle tient les promesses de l'inventeur, qui donte qu'elle ne contribue puissamment à l'augmentation de nos récoltes.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

## L'EXPOSITION DE PARIS.

Le 5 janvier a eu lieu au palais des Tuileries la distribution des récompenses décernées aux exposants agricoles. Le corps diplomatique, les ministres, les sénateurs, la commission et la haute commissaire de l'Etat assistaient à cette cérémonie, retardée depuis le mois de juillet à cause des nombreuses urgentes entre les expasants et les membres du jury. Le résultat de cette lutte entre les exposants et le jury n'a pu se prononcer que récemment. Après la lecture d'un rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, l'Empereur a prononcé le discours suivant :

"Messieurs,

"Le succès de l'Exposition universelle a rendu bien difficile pour mon gouvernement la tâche de récompenser tous les mérites, tant il est nombreux et divers. Il a fallu faire un choix entre les meilleurs, opération toujours délicate et qui laisse des regrets.

"Heureusement, j'ai pu m'entretenir moi-même des récompenses accordées par le jury, et donner la décoration de la Légion-d'Honneur aux personnes qui ont le plus excellé dans l'agriculture ou dans la travail manuel, et, parmi les délégués de la classe ouvrière, à ceux qui se sont le plus distingués.

"J'espère que ces encouragements porteront leurs fruits, que l'agriculture et l'industrie continueront leur marche ascendante, que ceux qui travaillent à féconder la terre et à transformer la matière verront leur sort s'améliorer et que la France, enrichie par leurs efforts, sera toujours au premier rang dans les voies du progrès et de la civilisation.

Après le discours de l'Empereur, M. Rouher a procédé à la distribution des récompenses en commençant par la mention des trois grands prix décernés aux empereurs d'Autriche, de Russie et de France. Aux deux premiers pour les actes qu'ils ont donnés à l'amélioration de la race chevaline dans leurs Etats, au troisième pour ses créations et améliorations agricoles de grande valeur.


☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.


## PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

### Un président de comité à la Convention du Mississippi.

### Le digne homme.

### Victoire des Démocrates à Wheeling.

### Adoption de la taxe sur les actions des banques nationales.

### Discussion au Sénat sur le gouverneur Patton.

### Grâce honteuse.

### Un bill sur le Sénat pour la mise en accusation.

NOUVELLES DE LA HAVANE.

Havane, 28—Les steamers Bienville et Star of the Union sont arrivés en 46 heures de la Nouvelle Orléans. Ils ont fait